

# MOUVEMENTS SCOLAIRES ET ETUDIANTS AU NIGER. UNE REPETITION DE L'HISTOIRE

**Abdoulaye SEIDOU**

*Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)*

*E-mail : seydoua@yahoo.fr*

## Résumé

*Les institutions d'éducation et de formation publiques du Niger (particulièrement l'Université Abdou Moumouni de Niamey) sont le théâtre de mouvements sporadiques. Toutefois, les plus spectaculaires sont ceux qui opposent les forces de défense et de sécurité aux scolaires (regroupés au sein de l'Union des Scolaires du Niger, principale organisation syndicale, initiatrice des luttes de protestation). Les autres composantes des établissements scolaires (enseignants, personnel administratif et technique), les riverains ainsi que le public en général, sont parfois les victimes directes ou collatérales des conflits.*

*Les facteurs déclencheurs sont multiples : réduction de la bourse et de l'aide sociale ou retard de leur paiement, insuffisance des infrastructures, des moyens de transport, mauvaise qualité de la restauration, augmentation des frais d'inscription, dissolution ou amputation du cadre organisationnel, etc. Les modes de règlements des différends dépendent de leur nature, des parties impliquées et des rapports de force.*

*Ce travail décrypte les mobilisations scolaires (de l'indépendance à nos jours) sur la base de documents écrits, audiovisuels, d'interviews d'acteurs ou de témoins et d'observations. Il vise à montrer que les manifestations scolaires et universitaires sont assimilables à une sorte de répétition de l'histoire (les mêmes causes produisant les mêmes effets). Elle esquisse un bilan sociologique des mouvements en soulignant les avancées et les reculs.*

**Mots-clés :** *mouvement scolaire, syndicat, forces de l'ordre, gouvernement, grèves.*

## Abstract

*Niger's public education and training institutions (particularly Abdou Moumouni University in Niamey) are the scene of sporadic movements.*

However, the most spectacular are those opposing the defense and security forces to schoolchildren (grouped together in the Niger Scholars Unions, the main trade union organization, initiator of the protest's fights). The other components of schools in Niger (teachers, administrative and technical staff), residents and the general public are sometimes the direct or collateral victims of conflicts.

There are many triggering factors: reduction in the scholarship and social assistance or delay in their payment, insufficient infrastructure, means of transport, poor quality of catering, increase in registration fees, dissolution or amputation of the organizational framework., etc. The manners of settling disputes depend on their nature, the parties involved and the balance of power.

This work deciphers school mobilizations (from independence to the present day) on the basis of written and audiovisual documents, interviews with actors or witnesses and observations. It aims to show that school and university events can be compared to a kind of repetition of history (the same causes producing the same effects). It sketches a sociological assessment of the movements, highlighting the advances and setbacks.

**Keywords:** school movement, union, police force, government, strikes.

## Introduction

Les mouvements scolaires et étudiants sont aujourd'hui une préoccupation universelle. Ils ont souvent marqué de manière indélébile l'histoire des pays voire du monde. Il faut noter, par exemple, la « révolte de mai 68 » (A. Touraine, 1968 ; B. Gobille, 2018), « Le printemps chilien » de 2011 et les diverses manifestations des étudiants mexicains (C. Ponce Lara, 2012 ; R. Robinet, 2019), les événements de *TianAnMen* en 1989 (A. Gombeaud, L. Zang, 2019), la grève étudiante de 2012 au Québec (P. Hurteau, 2017), les agitations estudiantines en Côte d'Ivoire (F. Akindes, 2011), etc.

Au Niger, les luttes scolaires sont généralement l'œuvre de l'Union des Scolaires du Niger (USN), créée en juillet 1960. Elle regroupe tous les étudiants et les élèves nigériens se trouvant à

l'intérieur et à l'extérieur du pays. Les actions de ce syndicat sont souvent réprimées violemment, du fait de leur caractère jugé subversif par les différents régimes (K. Idrissa, 2008 ; A. Seidou, 2016 ; T. Smirnova, 2016).

L'objectif de ce travail est de montrer que leurs déclenchements ont généralement les mêmes causes. Il s'agit de la diminution de la bourse et de l'aide sociale ou de l'irrégularité de leur paiement. Il faut noter aussi l'insuffisance des infrastructures scolaires, des moyens de transport, la mauvaise qualité de la restauration, l'augmentation des frais d'inscription, etc.

Cette étude analyse, à partir de données issues de divers documents, d'entretiens et d'observations, les luttes scolaires postcoloniales et s'intéresse aussi à leurs incidences. Elle s'articule autour de trois points : 1) la méthodologie adoptée, 2) les résultats et 3) la discussion.

## **1. Méthodologie**

Le présent travail est le fruit d'une recherche basée sur la méthode qualitative. Autrement dit, elle met l'accent sur le sens des données recueillies. A cet effet, des techniques (entretiens individuels semi directifs, observations) et des outils (guides d'entretien) bien déterminés ont été utilisés. Et l'analyse causale est retenue pour découvrir et expliquer les mobiles et les effets des mouvements scolaires au Niger.

Les documents écrits consultés sont des mémoires, des thèses, des journaux, des ouvrages, des articles, des rapports, des tracts... Les sources audio visuelles (émissions radiophoniques ou télévisées) sont relatives aux déclarations des parties en conflit (Gouvernement et USN, par exemple) et aux scènes de violences (échauffourées entre scolaires et forces de l'ordre, actes de vandalisme, etc.). En effet, le recours aux médias vise,

pour chaque protagoniste, à déstabiliser l'adversaire, à le discréditer ou à tenter de convaincre l'opinion du bienfondé de son action.

Les entretiens individuels, formels ou informels, ont été réalisés avec des membres de la communauté universitaire (étudiants, enseignants-chercheurs, personnel administratif et technique), des acteurs ou témoins des événements. Les enquêtés ont été choisis en fonction de leur connaissance du phénomène, de la durée de leur présence dans les institutions cibles (collèges, lycées, université de Niamey) ou du degré de leur implication dans les conflits.

Les observations directes ont concerné (pour les événements dont nous sommes contemporains), par exemple, le déroulement des mouvements et leurs incidences dont la quintessence est restituée dans les résultats de l'étude.

## **2. Résultats**

Cette partie est consacrée au décryptage des mouvements scolaires et universitaires au Niger, menés généralement sous la houlette de l'USN. Ils sont de plusieurs ordres et dépendent du contexte politique, économique (national ou international). Les plus marquants sont ceux dont le Gouvernement est le principal adversaire. Pour comprendre leur portée, il convient d'en faire une analyse diachronique de l'indépendance du Niger à aujourd'hui en examinant d'abord les rapports entre les scolaires et le premier régime postcolonial.

### ***2.1 L'USN sous la première République : une opposition par défaut***

Selon T. Smirnova (2016, p. 229), « au début des années 1960, la contestation dans le milieu scolaire n'est pas bien organisée ». En effet, les luttes de l'USN (composée de sous-sections et de

sections à l'intérieur ainsi qu'à l'extérieur du pays), sont menées sur le territoire national essentiellement par une poignée d'écoles normales et de lycées, installés à Zinder, Tillabéri, Tahoua, Maradi et Niamey. Les mobiles sont surtout les rapports conflictuels entre professeurs (généralement blancs) aux attitudes coloniales, décriées par les élèves qui revendiquent aussi « un meilleur système d'enseignement ». Les forces de l'ordre interviennent souvent pour réprimer les manifestants (comme en 1962 à Zinder). Le Gouvernement monte également au créneau pour discréditer les grèves en les présentant comme des manipulations de l'« étranger », allusion à l'opposition en exil mais active à l'intérieur, dans la clandestinité.

La création en 1971 du Centre d'enseignement supérieur à Niamey (devenu Université de Niamey en 1973, puis baptisé Université Abdou Moumouni, en 1992), accompagnée du transfert du siège de l'USN (situé auparavant à Paris) dans la capitale nigérienne, imprime une autre allure aux luttes scolaires. En effet, avant l'avènement des universités publiques dans les autres régions du Niger à partir de 2010, c'est l'Union des Etudiants Nigériens à l'Université de Niamey (UENUN), la seule section universitaire, implantée dans le pays, qui est la locomotive des agitations scolaires.

Ce rôle de moteur du mouvement scolaire, joué aujourd'hui encore par cette section, est conforté par le fait que l'USN, au cours de son histoire, a été souvent « amputée de certaines catégories de ses militants, à savoir les élèves du primaire et du secondaire [considérés comme des mineurs par les régimes]. La reconnaissance se limitait parfois aux étudiants » (I. Mahaman Moustapha, 1995, p. 2). Cette politique de désaffiliation de ces sections par le pouvoir vise à diminuer la force de frappe de l'organisation. Les revendications des scolaires sont donc

portées essentiellement par l'UENUN, d'où l'importance de sa place dans la structure syndicale.

La visite du Président français, Georges Pompidou en janvier 1972, enclenche un enchaînement de mouvements scolaires. En octobre 1973, débute une grève, avec comme revendications : la réouverture de l'internat du lycée national, la reconnaissance de l'USN ainsi que l'amélioration des conditions de vie et d'études des scolaires. A première vue, ces doléances ne revêtent aucun caractère politique. Mais, au cours de cette grève, qui dure plus de quatre mois, « des tracts d'étudiants et d'enseignants dénoncent l'atmosphère de corruption qui se développe dans l'entourage du Président. Le pouvoir réagit par la répression policière et les arrestations » (K. Idrissa, 2008, p. 166). Les inculpés, accusés d'atteinte à la sûreté de l'Etat, sont condamnés à des peines d'emprisonnement.

Quelques mois après, sous les coups de boutoir de la contestation scolaire et enseignante ainsi que la mauvaise gestion de la crise alimentaire due à la sécheresse, la Première République est renversée par un coup d'Etat militaire, le 15 avril 1974. Cette situation dénote déjà l'importance de l'organisation des scolaires sur l'échiquier national et son rôle dans les changements politiques. L'irruption de l'armée sur la scène politique annonce de nouveaux rapports entre le pouvoir et les scolaires.

## ***2.2 Scolaires et régime militaire : de la tolérance réciproque à guerre permanente***

Les deux premières années du régime militaire sont marquées par une « méfiance réciproque ». En effet, l'USN, sans soutenir ouvertement le nouveau régime, ne lui est pas non plus hostile. Mais, « la tension ne cessa de monter (...) et, dès la rentrée de 1976, le gouvernement tenta de couper court à l'agitation en fermant pour le reste de l'année plusieurs établissements

scolaires- à Niamey et à l'intérieur du pays » (C. Reynaut, S. Abba, 1990, p. 20). La fermeture des internats, assimilés à des foyers de contestation, est une stratégie du pouvoir pour éviter toute "subversion". Cette fois encore, des élèves et étudiants sont arrêtés et internés dans des camps militaires pendant des mois. Cela montre la suspicion des gouvernants en place (civils comme militaires) à l'égard des mouvements scolaires, perçus comme des complots commandités par des forces clandestines.

La contestation reprend en 1982 à l'occasion de la visite du Président français, François Mitterrand, à Niamey, malgré la dissolution de l'USN en 1980. Les scolaires veulent saisir l'occasion pour que leurs doléances soient médiatisées par la presse internationale. Puis, en mai 1983, une autre grève, déclenchée sur la base de revendications purement corporatistes, provoque l'intervention des Forces de Défense et de Sécurité sur le campus. Après des heurts, plusieurs étudiants (dont des responsables syndicaux) sont arrêtés, détenus et brimés. Un d'entre eux (Amadou Boubacar dont une place de la cité universitaire de Niamey porte actuellement le nom) meurt dans un centre d'instruction militaire à Niamey. Certains leaders étudiants, recherchés par la police, quittent clandestinement le pays pour se réfugier dans des pays voisins, notamment le Burkina Faso. D'autres sont exclus de l'Université. Un acteur de la grève de 1983, étudiant au moment des faits et actuellement enseignant-chercheur dans la même université témoigne :

Les forces de l'ordre ont envahi la cité universitaire vers midi. Elles ont commencé à tirer des balles lacrymogènes sur nous. Nous avons résisté en lançant des pierres. Puis, nous nous sommes repliés vers les jardins situés au bord du fleuve. Certains camarades se sont dispersés dans les quartiers environnants et d'autres se sont jetés dans le

fleuve où quelques-uns ont été pêchés par les militaires. Moi, j'ai pu échapper en grim pant dans un manguier.

Le Gouvernement a fermé le campus et les facs. Il a conditionné leur réouverture à la signature d'un engagement par chaque étudiant en précisant que ceux qui ne le feront pas seront considérés comme exclus (Entretien réalisé le 20 novembre 2021).

Le rapport de force étant en faveur du pouvoir, celui-ci reprend rapidement la situation en main. Cette situation résulte de la décapitation de l'organisation des scolaires. Même la réintégration de quelques étudiants exclus, pour n'avoir pas rédigé les lettres d'excuses, est obtenue par la médiation de l'Association des Parents d'Elèves.

La période 1984-1989 connaît une relative accalmie en raison de l'affaiblissement du mouvement scolaire suite aux coups encaissés précédemment. Quelques grèves d'étudiants de moindre envergure, fondées sur des revendications d'ordre socio-académique ou politique, ponctuent cet intervalle. Et, le 9 février 1990, l'USN organise une marche pacifique, qui démarre du campus pour la ville. Les principales doléances sont le rejet du concours d'entrée à la fonction publique, de la réduction de l'enveloppe des bourses et l'instauration de la démocratie. Les forces de défense et de sécurité tirent sur les manifestants. Le bilan s'élève à trois étudiants tués et plusieurs blessés.

Cet acte sert de détonateur aux revendications démocratiques latentes, en cristallisant le mécontentement populaire contre le pouvoir. En effet, il coïncide avec le vent de la démocratie qui souffle à l'époque sur le monde et dans lequel s'inscrivent les luttes des peuples de plusieurs pays africains. Malgré le limogeage de plusieurs personnalités importantes du régime, réclamé par les scolaires, la tension ne retombe pas. L'unique

centrale syndicale des travailleurs du Niger et les autres regroupements indépendants des travailleurs se joignent aux scolaires pour exiger l'instauration du pluralisme politique, l'organisation d'élections libres et l'accès aux médias. Ce combat débouche sur la tenue d'une Conférence Nationale Souveraine qui met fin à la Deuxième République (A. Seidou, 2016). Une transition politique civile, sanctionnée par un scrutin démocratique, inaugure une autre page de la coexistence du pouvoir et des scolaires.

### ***2.3 Les scolaires sous l'ère de la démocratie et des transitions militaires***

L'agitation estudiantine persiste durant la Troisième République (1993 à 1996), instaurée juste après la première transition politique. Le nouveau régime civil prend des décisions impopulaires, en l'occurrence, la diminution du nombre de bourses et l'adoption de critères drastiques de leur attribution, rejetées par les étudiants. Le Gouvernement ferme l'Université à l'occasion de certaines grèves, induisant ainsi une série d'années blanches. Un étudiant est même assassiné pendant les affrontements en 1994. Un coup d'Etat met fin au régime en 1996.

Des mesures portant atteinte aux acquis des travailleurs en général et à ceux des étudiants en particulier sont prises par la première transition militaire puis par la Quatrième République. Les étudiants et les autres scolaires les contestent en engageant de nombreuses luttes. Leurs actions, conjuguées à celles des partis politiques de l'opposition et des syndicats des travailleurs, servent de prétexte à la garde présidentielle qui renverse le pouvoir et assassine le Président, en avril 1999. Une fois encore, le mouvement étudiant concourt à un changement de régime au Niger. Ces scénarios font penser à ceux du Mexique (étudiés par

R. Robinet, 2019) où les étudiants contribuent significativement à l'avènement de plusieurs révolutions.

Après cet épisode, des grèves sont menées par les étudiants au cours de la nouvelle transition militaire qui dure neuf mois. Sous son mandat, il est enregistré un cumul de 30 mois d'arriérés de bourses (K. Idrissa, 2008, p.194). Cette accumulation des arriérés est également une arme utilisée par certains régimes en vue d'affaiblir le mouvement scolaire, à travers « l'organisation délibérée de la disette » (M. Gazibo, 1997, p.133). D'autres mouvements, toujours pour des motifs relatifs à la bourse, aux conditions de vie et d'étude, sont déclenchés sous les Cinquième, Sixième et Septième Républiques, souvent avec des morts comme en 2011, 2013 et 2017. Celui de 2017 a suscité une émotion collective comparable à celle des événements du 9 février 1990. Quels enseignements peut-on retirer de l'analyse diachronique des agitations scolaires et étudiantes ?

### **3. Discussion**

Le récapitulatif des diverses luttes des élèves et étudiants montre d'abord que les comportements des belligérants (pouvoir et scolaires) sont largement déterminés par leurs histoires respectives. Il révèle ensuite que la nature des mobilisations est tributaire des contextes. Enfin, les luttes scolaires évoluent en dents de scie.

#### ***3.1 Les scolaires et le pouvoir : des histoires parallèles ou le cercle vicieux grèves-répressions***

Les imaginaires ainsi que les actions des scolaires et des régimes politiques nigériens sont marqués par leurs parcours respectifs. Le syndicalisme scolaire nigérien est né dans le contexte des luttes pour la décolonisation des pays dominés (caractérisé par la « guerre froide »), d'une part, de tension politique au niveau national entre le parti au pouvoir et l'opposition en exil mais

bénéficiant de sympathies à l'intérieur du pays, d'autre part. Et, l'USN, dès sa fondation, s'est inscrite dans une perspective qu'elle qualifie de "progressiste". Ainsi, l'article 5 du chapitre II (Titre II) de ses Statuts et règlement intérieur, après une précision de l'autonomie, de l'anti-impérialisme, de l'apolitisme et du caractère non confessionnel du syndicat, stipule : « Néanmoins, elle se doit de prendre position sur tous les problèmes politiques, économiques, sociaux et culturels du Niger en particulier, de l'Afrique et du monde en général ».

Ce crédo est la base des vives réactions des différents régimes à l'égard de l'USN qu'ils assimilent à une opposition déguisée voire une organisation dangereuse pour le système. Les hommes politiques perçoivent également les contestations scolaires comme des manipulations de "forces extérieures" (réelles ou imaginaires), d'où les brutalités dont elles sont l'objet (C. Reynaut, S. Abba, 1990 ; T. Smirnova, 2016). Cette perception est renforcée par certaines déclarations du syndicat qui se réclame de l'idéologie révolutionnaire et marxiste-léniniste. Il considère aussi tout pouvoir, aligné sur l'Occident, comme étant un "valet local" de ce camp, autrement dit un serviteur des intérêts étrangers. Il faut noter que les conflits entre les scolaires et les régimes successifs sont surdéterminés par le contexte politico-économique aux niveaux national et international.

### ***3.2 Des crises largement influencées par le contexte***

En faisant un tour d'horizon des doléances et prises de positions des scolaires, quelques constats se dégagent. D'abord, il s'agit de la dominance des luttes politiques allant des premières années de l'existence de l'USN au milieu des années 1980. Cette période est caractérisée par une relative stabilité économique induisant une régularité des bourses et une situation de plein emploi pour les diplômés. Ensuite, on relève, du milieu des années 80 à aujourd'hui, une prépondérance des combats pour

la préservation des acquis matériels. Ce fait résulte de la récession économique due à la chute du cours de l'uranium et à d'autres contingences (coups d'Etat et transitions politiques, par exemple).

### ***3.2.1 La période des vaches grasses et les manifestations politiques***

A l'époque, compte tenu de la faiblesse des préoccupations existentielles de ses membres, l'USN met l'accent plutôt sur des prises de positions politiques. Ainsi, il faut noter, par exemple, les condamnations du coup d'Etat au Ghana contre N'Krumah en 1966, de la tentative de renversement du régime de Sékou Touré par des mercenaires portugais en 1970. Ces événements sont en fait des échos aux marches de protestations, organisées par les scolaires à Abidjan. Dans la veine de mai 1968 en France (dont une des causes est la solidarité avec le peuple vietnamien), les étudiants manifestent aussi à Dakar. A l'issue de ces mouvements, les étudiants étrangers (dont des Nigériens), considérés comme des fauteurs de trouble et une menace pour la sécurité des pays africains d'accueil, sont expulsés vers leurs pays respectifs. L'influence des agitations scolaires de l'extérieur sur les actions à l'intérieur du pays dénote la circulation des informations et les "connexions" entre les différentes structures estudiantines au niveau régional voire international (T. Smirnova, 2016).

Ces manifestations, à caractère politique, sont apparemment insolubles en raison des « principes directeurs » de l'USN qui combat tout régime considéré comme "fantoche". Or, depuis l'indépendance du Niger, le pays a toujours été dirigé par des pouvoirs à orientation capitaliste. Par conséquent, au nom de son « anti-impérialisme », l'USN, en dénonçant l'alignement desdits pouvoirs sur l'Occident, joue, malgré elle, le rôle d'opposant. Mais, de l'amorce de la crise économique à aujourd'hui, les

revendications sont de plus en plus matérielles et les grèves plutôt défensives.

### ***3.2.2 La crise économique ou les luttes pour la survie, ponctuées de combats politiques***

Cette période est caractérisée par des restrictions des acquis des scolaires (diminution de l'enveloppe consacrée aux bourses, allocations et aides sociales, révision drastique des conditions de leur attribution, etc.). Il faut ajouter à ce tableau, l'inadéquation entre la croissance des effectifs et celle des infrastructures (salles de cours, amphithéâtres, laboratoires, logements, restaurants...) ainsi que du parc automobile. Les enseignants-chercheurs sont recrutés au compte-goutte, impactant négativement les taux d'encadrement.

Le primaire et le secondaire sont gangrenés par le recours abusif à la contractualisation de l'enseignement qui induit la baisse tendancielle du niveau scolaire. En plus, ici, l'insuffisance des classes en matériau définitif et leur compensation par des classes en paillottes occasionnent des drames humains à travers de multiples incendies. Cette situation influe considérablement sur les doléances et les actions des sections de l'USN.

Certains passages de la déclaration de presse du CD de l'USN d'octobre 2021 sont révélateurs de cette réalité :

... Il est regrettable de constater la prévalence des discours pompeux sur des actions surtout concernant la construction des classes en matériaux définitifs, la dotation en tables bancs, en fournitures scolaires et matières d'œuvres dans nos écoles secondaires et professionnelles.

... En outre, le CD USN met en garde l'ANAB [Agence Nationale des Allocations et Bourses] sur toutes

manœuvres éventuelles visant à instituer des critères draconiens dans le traitement des dossiers de nos camarades boursiers et bénéficiaires de l'aide sociale (Le Secrétaire Général).

Ces extraits montrent l'acuité des considérations existentielles. En effet, l'irrégularité du paiement de la bourse, de l'aide sociale, des allocations, la suppression du système de l'internat, conjuguées au dénuement des parents, clochardisent souvent les scolaires. Quelques étudiants, pour s'en sortir, pratiquent des activités rémunératrices informelles, impactant parfois négativement leurs cursus académiques (A. Seidou, 2021).

Et, la "disette", organisée délibérément ou non par le pouvoir pour détourner les scolaires des revendications politiques, a des effets pervers. En réalité, elle radicalise les mouvements qui s'expriment de plus en plus à travers la violence. Par exemple, lors d'une manifestation, les locaux de l'ANAB sont saccagés, son Directeur séquestré, des véhicules de l'administration et de particuliers caillassés. Ceci est le signe patent de l'exaspération voire du désarroi des scolaires. Les élèves et étudiants justifient ces comportements par l'immobilisme voire l'insensibilité de l'Etat face à leurs problèmes. Selon eux, cette attitude est l'unique voix qu'entend le régime. Ces actions reflètent une forme de conscience qu'A. Touraine (1966) qualifie de « prolétarienne », c'est-à-dire traduisant le manque, l'exclusion et le désespoir.

Toutefois, ces préoccupations matérielles ne détournent pas l'USN de ses principes, à savoir son intérêt pour les questions politiques touchant le pays et le reste du monde. La preuve est apportée par les événements du 9 février 1990 dont un des mobiles est l'instauration de la démocratie et du multipartisme, repris puis amplifié par les syndicats. Aujourd'hui, elle exige, avec une partie de la société civile, la fermeture des bases

militaires étrangères installées au Niger (Déclaration de presse du CD de l'USN d'octobre 2021). A l'issue de l'examen des mouvements scolaires de 1960 à nos jours, il est utile d'en esquisser un bilan.

### ***3.3 Lutttes scolaires et étudiantes : quel bilan ?***

Les mobilisations des scolaires connaissent des avancées mais aussi des reculs. Au nombre des acquis majeurs, il faut retenir l'avènement de la démocratie et du multipartisme politique en 1991. Ce changement de système est le fruit du sacrifice des élèves et étudiants nigériens. Leurs revendications, corporatistes et politiques, fédèrent (grâce au contexte international favorable à la disparition des régimes autoritaires) l'ensemble des forces vives du pays. La mort de trois étudiants sert de déclic à un mouvement national qui met fin au monolithisme politique. Dans la foulée, l'USN obtient sa reconnaissance juridique qui la préserve des dissolutions intempestives.

D'autres résultats positifs à relever sont l'octroi de l'aide sociale aux étudiants vulnérables, l'accélération de la construction de certaines infrastructures (amphithéâtres, résidences, etc.), le maintien du tarif des inscriptions dans les universités publiques.

Les déboires sont, entre autres, la fermeture des internats, véritables foyers de solidarité scolaire et de socialisation syndicale. L'amputation intermittente de certaines sections par le pouvoir, facteur d'affaiblissement de l'organisation, est à mettre au passif des contestations.

### **Conclusion**

Les mouvements scolaires et étudiants au Niger, engagés sous la conduite de l'USN, ont traversé diverses phases (jeunesse et maturité), marquées par les contextes politiques, économiques tant au niveau national qu'international.

Ces mobilisations, avec des revendications corporatistes et/ou politiques, sont généralement présentées par les régimes successifs comme des complots orchestrés par des “forces étrangères” en vue de les décrédibiliser et légitimer la répression. En retour, le syndicat des scolaires, conformément à ses principes, taxe les gouvernants de “fantoches” au service des puissances impérialistes. Cette guerre des tranchées est la règle depuis les indépendances et fonde les comportements des deux protagonistes.

En plus, les épreuves de force entre le pouvoir et les scolaires sont assimilables à une pathologie dont les symptômes sont connus mais mal traités. Il s’agit de la récurrence des mêmes revendications (surtout matérielles), partiellement satisfaites ou négligées par les gouvernements, d’où une sorte de répétition de l’histoire.

En termes de bilan, les agitations scolaires (de l’indépendance à nos jours), avec l’adhésion des forces vives, ont abouti à des changements qualitatifs de portée nationale, notamment l’avènement de la démocratie au Niger. Mais les mobilisations ont aussi essuyé des revers comme la fermeture des internats et parfois le démantèlement du cadre organisationnel, source d’affaiblissement de sa force de frappe.

Les mouvements actuels, dominés par des considérations existentielles et s’exprimant souvent par la violence (manifestation de désespoir), préfigurent-ils une « réinvention » (F. Akindes, 2011) des scolaires nigériens, porteuse d’autres ruptures sociales et politiques ? Des investigations ultérieures pourront apporter des réponses à cette interrogation.

## Bibliographie

Akindes F. *et al.* (2011). *Côte d'Ivoire : la réinvention de soi dans la violence*. Dakar : CODESRIA, 256 p.

Gazibo M. (1997). Gloire et misères du mouvement syndical nigérien. <https://www.politique-africaine.com> [consulté le 28 novembre 2021 à 11 h 50]

Gobille B. (2018). *Mai 68*. Paris : La Découverte, 128 p.

Gombeaud A., Zang L. (2019). *TianAnMen 1989. Nos espoirs brisés*. Delcourt, 112 p.

Hurteau P. (2017). Le mouvement étudiant a-t-il creusé son tombeau ? *IRIS*, Fiche socioéconomique, n. 1 Février.

Idrissa K. (2008). Les régimes militaires entre 1974 et 1999 au Niger. Idrissa K. *et al.* (2008) *Armée et politique au Niger*. Dakar : CODESRIA, p. 163-206.

Mahaman Moustapha I. (1995). *Le désengagement des militants face à leurs syndicats : cas de l'UENUN (Union des Etudiants Nigériens à l'Université de Niamey)*. Mini-Mémoire de Licence de Sociologie, Université Abdou Moumouni de Niamey, 28 p.

Ponce Lara C. (2012). Le printemps chilien. Les mobilisations des étudiants en 2011. *Savoir/Agir*, 2006/4, n. 22, p. 21-31.

Reynaut C., Abba S. (1990). Trente ans d'indépendance : repères et tendances. *Politique Africaine*, n. 38, p. 3-29.

Robinet R. (2019). *La Révolution mexicaine : Une histoire étudiante*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 300 p.

Seidou A. (2016). Le syndicalisme au Niger : entre servitude et défiance. *Etudes Sahéliennes*, n. 10, Octobre, p. 150-178.

Seidou A. (2021). Les étudiants 'entrepreneurs' du campus de Niamey : entre débrouillardise et contraintes académiques. *RAMReS (Revue Africaine et Malgache de Recherche Scientifique)*, Nouvelle série, Sciences Humaines n. 016 – 1er Semestre 2021, p. 295-314.

Smirnova T. (2016). Les mobilisations des scolaires nigériens dans les années 1957-1974 : les imaginaires, l'enseignement supérieur et 'l'extérieur'. *Etudiants africains en mouvement. Contribution à l'histoire des années 68*, Paris : Publication de la Sorbonne, 2016, p. 221-247.

Statuts et règlement intérieur de l'USN

Touraine A. (1968). *Le mouvement de mai ou le communisme utopique*. Paris : Le Seuil, 303 p.

Touraine A. (1966). *La conscience ouvrière*. Paris : Le Seuil, 397 p.